
Développement ou destruction : que signifient les projets d'infrastructure pour les forêts et la population d'Afrique ?

Antécédents

On a beaucoup écrit sur le pillage de la biodiversité et des ressources naturelles d'Afrique, en particulier lorsque ce pillage a eu des effets négatifs sur la société, l'économie et l'environnement, comme dans les cas de la coupe rase systématique des forêts, de l'extraction sauvage de minéraux et de la transformation de terres communautaires en plantations industrielles. Or, malgré les changements politiques substantiels qui se sont produits au cours des 100 dernières années, les rapports économiques de l'Afrique avec les pays du Nord sont toujours inégaux.

Bien que les méthodes actuelles d'appropriation des richesses de l'Afrique puissent paraître différentes de celles du passé, les effets négatifs de l'extraction de ressources restent les mêmes. Les pays africains ont eu beau conquérir la liberté politique en devenant « indépendants », beaucoup d'entre eux sont encore contrôlés par des puissances étrangères, mais non seulement par la Grande Bretagne et les pays européens : aujourd'hui, la demande de richesses africaines provient aussi d'Amérique du Nord et d'Asie.

Au début de la période coloniale, l'extraction de pierres précieuses, d'ivoire, de peaux et de plumes d'autruche était célébrée. Les habitants étaient exploités et même réduits en esclavage pour obtenir des connaissances, des aliments et de la main-d'œuvre ; les missionnaires, les négociants et les explorateurs leur payaient le strict minimum, surtout avec des colifichets, miroirs, bracelets et verroteries, mais aussi avec des armes à feu et de l'alcool. Quand les gouvernements européens apprirent que les terres et les gisements de minéraux d'Afrique étaient de grande valeur, les incursions militaires devinrent la méthode d'appropriation préférée. Les premières infrastructures, chemins et voies ferrées, furent d'abord construites pour transporter du matériel et des soldats, puis utilisées pour exporter leur butin. Avec le temps, un vaste réseau de routes, de voies ferrées et de ports fut construit pour faciliter l'extraction et le transport, surtout vers les marchés européens.

Ce fut le début d'une nouvelle étape de l'exploitation de l'Afrique. Les pays étrangers commencèrent à accumuler du capital sous forme de ressources naturelles, et bâtirent des infrastructures dans les territoires colonisés, mais les bénéfices allaient aux banques d'outre-mer, pour contribuer à financer une subjugation plus forte encore. Ce système d'extraction de ressources rétro-alimenté continue d'appauvrir les Africains encore aujourd'hui, bien que les nations colonialistes aient été remplacées par une force insidieuse mais plus puissante, constituée par des banques commerciales protégées par les gouvernements de leurs pays. Cela fonctionne aussi comme une barrière de protection « du secteur privé » très convenable pour ceux qui, dans les coulisses, orchestrent l'appropriation de terres et l'extraction de bois et de minéraux, ou le traitement primaire du butin, qui dépend lui aussi de la disponibilité de main-d'œuvre bon marché en Afrique ; en outre, cela favorise l'application laxiste de la législation sur le travail et l'environnement.

Ainsi, bien que le panorama politique ait changé, les richesses naturelles d'Afrique ou celles qui ont été créées par les communautés du continent continuent de s'accumuler, sous forme de capital financier, dans des pays situés ailleurs.

La situation actuelle

L'appât de ce qu'on appelle « investissement étranger direct » porte aujourd'hui beaucoup de leaders et d'élites politiques d'Afrique à encourager l'extraction d'une variété encore plus grande de ressources, sous forme de « matières premières » nécessaires pour alimenter les économies industrielles du Nord. De même, un réseau complexe d'institutions financières internationales (IFI) qui collaborent entre elles s'efforce de presser le continent jusqu'à la dernière goutte. Depuis peu, les investisseurs « privés » sont éclipsés par des institutions financières multilatérales comme la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque mondiale (BM) et sa filiale, la Société financière internationale (SFI), qui continuent de répondre aux gouvernements qui les financent.

Le Fonds monétaire international (FMI) rôde dans l'ombre ; il exerce une influence démesurée sur les décisions d'ordre économique de nombreux pays africains et encourage une exploitation toujours plus forte de leurs ressources naturelles en quête de la simple croissance économique. Le FMI influe aussi sur les pays au PIB élevé, pour qu'ils empruntent de l'argent afin d'améliorer l'infrastructure du transport et d'autres secteurs, et de favoriser le mouvement et l'exportation de produits de base, surtout le bois et les minéraux non transformés, mais il ne fait pas grand-chose pour les projets entrepris par les communautés locales. Le FMI essaie aussi d'influer sur la destination de son aide financière et sur la manière de la dépenser, comme au Kenya (1).

C'est le FMI qui a proposé la notion de « croissance économique » continue fondée sur l'augmentation du PIB, mais cette croissance ne sert pas à obtenir un développement local durable et qui bénéficie aux citoyens plutôt qu'aux multinationales. Elle est fondée sur l'exploitation et la consommation à court terme de ressources limitées, comme l'eau, pour stimuler l'activité économique. Le résultat est l'épuisement rapide des ressources naturelles et la réduction des possibilités de traitement et de création d'emplois au niveau local. À titre d'exemple, au Kenya le FMI a influé pour qu'on prenne des mesures pour « réhabiliter » les châteaux d'eau ; pour ce faire, des communautés et des peuples indigènes ont été expulsés de quelques zones du Complexe de la forêt Mau et, plus récemment, on a obligé les Sengwer à quitter les monts Cherangany. Parallèlement, le Service forestier kényan prévoit de faire, dans les mêmes régions, des plantations industrielles d'arbres qui vont consommer davantage d'eau que l'agriculture de subsistance qu'elles remplaceront (2).

Une autre menace pour l'indépendance économique des pays africains est le programme des Nations unies pour « sauver » le climat, dénommé REDD+ ou « Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts ». REDD+ a sans doute contribué à l'expulsion des Sengwer, en raison de la possibilité de recevoir des paiements en espèces pour les crédits de compensation d'émissions générés grâce à la « gestion durable des forêts ». Ceci est lié aux projets de plantation mentionnés plus haut, qui consistent à transformer des réserves de forêt en plantations industrielles de pins exotiques, lesquelles non seulement seront beaucoup plus nuisibles pour la biodiversité, les sols et l'eau, mais finiront par libérer dans l'atmosphère beaucoup plus de dioxyde de carbone que l'agriculture à petite échelle (3).

Dans bien des cas, les États africains ont encore de forts rapports économiques et culturels avec les pays coloniaux qui les gouvernaient autrefois. Tel est le cas des rapports entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique occidentale, et entre le Portugal et ses anciennes provinces africaines,

l'Angola et le Mozambique. Mais quels que soient leurs liens historiques, le principal intérêt des anciennes métropoles est toujours le même : maintenir leur influence sur les gouvernements et les peuples africains pour s'approprier ou contrôler leurs ressources. L'aide au développement (l'aide alimentaire comprise) est un outil puissant à cet effet, car elle peut être utilisée pour augmenter l'endettement et la dépendance économique des pays bénéficiaires. De même, elle sert à réduire la part des bénéfices que reçoivent les communautés locales et les peuples indigènes, qui sont les propriétaires légitimes des forêts et des autres écosystèmes d'où l'on tire les ressources, et qui les ont toujours préservés.

Pour contrecarrer la résistance populaire au vol des ressources africaines, les agents des pouvoirs néocoloniaux emploient souvent des tactiques militaires, des armes et du matériel coûteux pour déstabiliser les pays. Le recours à des groupes locaux pour aider les grandes entreprises minières ou extractives à affirmer et à garder le contrôle des ressources minérales ou des forêts est probablement la règle plutôt que l'exception, comme le montrent les conflits armés qu'il y a eu ces derniers temps dans plusieurs pays : le Soudan du Sud, la République centrafricaine, l'Ouganda, la Somalie, le Kenya et la République Démocratique du Congo. Dans presque tous les cas, l'armement et l'expertise militaire sont venus de l'extérieur, ce qui veut dire qu'ils ont été fournis, ou du moins payés, par une entité étrangère qui souhaitait avoir accès à la terre ou aux richesses minérales des pays africains. Le financement de « l'infrastructure militaire » a remplacé en grande partie le recours à des mercenaires, mais le principe est toujours le même : diviser pour régner en exploitant les conflits locaux.

Une nouvelle forme d'extraction

L'Afrique est perçue comme un marché consommateur crédule pour des articles importés très chers mais de mauvaise qualité. Le monde des affaires voit de bonnes possibilités en Afrique, qu'il s'agisse d'eau sucrée en boîte, de semences génétiquement modifiées, de malbouffe ou de vêtements bon marché ! Pour les multinationales qui souhaitent augmenter leurs ventes et leurs bénéfices ou devancer les initiatives locales qui risquent de mettre en danger leur prééminence dans les marchés mondiaux, l'Afrique est mûre pour le pillage.

Des pays comme l'Afrique du Sud ont payé des sommes énormes pour un armement militaire excessivement cher, censé les protéger de leurs ennemis réels ou potentiels. Or, ils manquent souvent des moyens nécessaires pour entretenir leurs nouveaux jouets de « dissuasion massive ». En dehors de l'Afrique du Sud, peu de pays africains ont la capacité de fabriquer leurs propres armes ; le continent est donc une cible facile pour les pays étrangers qui veulent vendre leurs excédents ou leur matériel militaire obsolète. Du moment que l'argent n'abonde pas, il est probable que les achats d'armes ne sont pas payés cash et que certains gouvernements africains finissent par offrir en échange des concessions minières ou des droits commerciaux au rabais. Quand des soldats peu disciplinés portent des armes chargées, les choses peuvent très mal tourner (4).

La fausse justification de ce genre de convoitise et d'ambition est l'idée insensée que la production et la consommation peuvent augmenter indéfiniment, grâce à une augmentation également illimitée de la démographie mondiale. Il est prévu que les habitants du monde seront plus de neuf milliards à la moitié du siècle, sans doute en réponse aux prières des grandes entreprises. Or, il suffit d'appliquer un peu de logique et de savoir que nous occupons une planète où la superficie habitable rétrécit rapidement, où les ressources naturelles diminuent, où les écosystèmes sont en danger de s'effondrer et où le changement climatique s'accélère pour comprendre qu'un changement radical de l'attitude et des comportements humains est indispensable. Néanmoins, pour que cela devienne possible le système économique mondial doit changer lui aussi et passer du capitalisme effréné à un

système qui respecte les droits de la Nature et des personnes.

Les effets pervers de l'infrastructure

La construction d'une infrastructure « en dur » apparaît en réponse à un besoin spécifique, comme les voies ferrées pour transporter des minéraux de l'intérieur jusqu'aux ports, ou bien comme une initiative à risque, où l'on suppose que la demande de certains services va augmenter à un rythme déterminé et finira par justifier le coût des travaux, comme dans le cas d'une nouvelle autoroute pour laquelle la demande n'est pas encore suffisante mais qui pourra être exploitée au maximum à un moment indéterminé du futur. En Afrique du Sud on trouve d'excellents exemples de ces « éléphants blancs » construits pour le prestige, comme les stades construits à grands frais pour la Coupe mondiale de football 2010.

À Durban, l'aéroport international King Shaka fut construit surtout pour accueillir brièvement une affluence supplémentaire de voyageurs qui venaient voir le championnat mondial ; à présent, il fonctionne bien au-dessous de sa capacité, tandis que l'ancien aéroport, récemment actualisé et en parfait état de fonctionnement, n'est pas utilisé. Mis à part le projet extravagant du gouvernement, qui consiste à transformer un jour l'aéroport en un port de conteneurs, tout porte à croire qu'il ne servira jamais qu'à gaspiller l'argent public. Du moment qu'il est urgent de combattre le changement climatique en réduisant les émissions des combustibles fossiles, autant le nouvel aéroport international que le port de conteneurs proposé semblent être de mauvaises idées ; et pourtant, la compagnie aérienne South African Airways, subventionnée par le gouvernement, prévoit maintenant d'agrandir sa flotte de grands avions à réaction !

Tout projet d'infrastructure devrait répondre, dès le début, à un besoin local déjà existant, au lieu d'être exécuté pour atteindre un objectif imaginé ou souhaité ; en outre, il devrait être en mesure de générer d'emblée les recettes suffisantes pour rembourser les prêts avec lesquels ont été payés les travaux. Les exemples de dépenses superflues mentionnés plus haut ne sont pas les seuls à avoir dilapidé en Afrique des ressources financières limitées ; il ne faut pas oublier que, lorsqu'un pays prend la décision irrationnelle d'emprunter de fortes sommes d'argent pour construire des installations non nécessaires, l'endettement de ce pays augmente sans doute et que, par voie de conséquence, sa capacité d'emprunt diminue.

D'ambitieux projets d'infrastructure sont exécutés ou prévus dans toute l'Afrique : d'énormes barrages sur le Congo et le Nil, des autoroutes, des voies ferrées, des ports, des centrales électriques. Le niveau de vie des communautés africaines sera meilleur grâce à cela ? Ou bien ce qui augmentera c'est l'extraction de ressources, les dégâts environnementaux et la souffrance humaine ?

Wally Menne, The Timberwatch Coalition, www.timberwatch.org

Email: plantnet@iafrica.com

(1) <http://www.businessdailyafrica.com/IMF-and-World-Bank-raise-the-red-flag-over-Kenya-debt/-/539546/2252232/-/68mp65/-/index.html>.

(2) <http://www.imfbookstore.org/ProdDetails.asp?ID=9781455207589&PG=1&Type=BL>

(3) <http://www.no-redd-africa.org/images/pdf/sengwernranletter12march2014.pdf>

(4)

<http://www.amnesty.org/en/news/dr-congo-arms-supplies-fuelling-unlawful-killings-and-rape-2012-06-12>- Chasing bullets in the DRC, <http://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/chasing-bullets-drc>